

**Accompagnement des employeurs de la fonction publique
territoriale et hospitalière dans leurs démarches de prévention des
risques professionnels dans le cadre d'appels à projets du FNP de la
CNRACL**

Affaire n° 20255045

**Cahier des clauses techniques particulières
(C.C.T.P)**

Sommaire

1.	PRESENTATION DE LA CDC ET DE LA DIRECTION	3
1.1.	LES MISSIONS DE LA CAISSE DES DEPOTS	3
1.2.	L'ETABLISSEMENT PUBLIC	4
1.3.	LA DIRECTION CLIENTE.....	5
1.2.1	Présentation de la CNRACL	5
1.2.2	Missions et actions du FNP de la CNRACL.....	5
1.4.	CONTEXTE PRECIS DE LA PRESTATION.....	6
2	OBJECTIFS DE LA PRESTATION	7
3	DETAIL DE LA PRESTATION ATTENDUE	7
3.1	MISSION 1 : ACCOMPAGNEMENT DES EMPLOYEURS POUR LA REALISATION D'ANALYSES APPROFONDIES DES SITUATIONS DE TRAVAIL (DIAGNOSTIC APPROFONDI)	8
3.1.1	Définition	8
3.1.2	Réalisation	8
3.1.3	Livrables.....	9
3.2	MISSION 2 : APPUI A L'ELABORATION D'UN PLAN D' ACTIONS DE PREVENTION PORTANT SUR LES TROIS NIVEAUX DE PREVENTION (PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE)	9
3.2.1	Définition	9
3.2.2	Réalisation	10
3.2.3	Livrables.....	10
3.3	MISSION 3 : APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTIONS DE PREVENTION (PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE).....	11
3.3.1	Définition.....	11
3.3.2	Réalisation	11
3.3.3	Livrables	11
3.4	MISSION 4 : APPUI A LA REALISATION DE PUBLICATIONS RELATIVES AUX RISQUES PROFESSIONNELS OU METIERS A RISQUE	12
3.4.1	Définition.....	12
3.4.2	Réalisation	12
3.4.3	Livrables	12
4	COMPETENCES REQUISES	12
5	CONDITIONS D'EXECUTION	13
5.1	POLITIQUE D'ACHATS RESPONSABLES	13
	DEMARCHE ET ENGAGEMENTS RSE	13
	• Dématérialisation des échanges et économie de papier :	13
	• Modalités de déplacement du titulaire :	13
	• Réduction des émissions carbone.....	13
	• Prise en compte du handicap :	14
	• Egalité femme / homme et Lutte contre les discriminations.....	14
5.2	LIEU D'EXECUTION ET DOCUMENTS MIS A DISPOSITION	14

1. PRESENTATION DE LA CDC ET DE LA DIRECTION

1.1. Les missions de la Caisse des Dépôts

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un Groupe public, investisseur de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Il remplit ses missions en appui des politiques conduites par l'État et les collectivités locales et peut exercer des activités concurrentielles.

Pour décliner ses missions et proposer une gamme complète d'accompagnements, la Caisse des Dépôts est aujourd'hui organisée autour de **quatre métiers** et de **deux partenaires stratégiques**.

Le soutien aux projets des territoires

Créée en 2018, la **Banque des Territoires** accompagne les territoires et leurs acteurs en proposant des solutions adaptées aux enjeux locaux : conseil, prêts et investissements en capital. Avec 16 directions régionales, 37 implantations territoriales et deux filiales, CDC Habitat et la SCET, elle propose une offre complète en ingénierie et en montage de projet aux collectivités, organismes de logement social, entreprises publiques locales, professions juridiques, entreprises et acteurs financiers, avec l'ambition d'agir pour des territoires plus durables et plus solidaires.

Politiques sociales : La **direction des politiques sociales (DPS)** de la Caisse des Dépôts accompagne les parcours de vie des Français. Tiers de confiance, elle concourt à la cohésion sociale et à la réduction de la fracture territoriale, en intervenant principalement dans quatre domaines : les retraites, la formation professionnelle, le handicap, le grand âge et la santé. Gestionnaire de 66 fonds et mandats, partenaire privilégié de 63 000 employeurs publics, la direction des politiques sociales apporte des solutions fiables et innovantes à ses clients et aux pouvoirs publics.

Les **gestions d'actifs (GDA)** gèrent l'ensemble des placements financiers de la Caisse des Dépôts (obligations, actions, non coté, immobilier, forêts, etc.), issus des bilans du Fonds d'épargne et de la Section générale. Premier gérant d'actifs de statut public (avec 288 Md€ d'encours d'actifs sous gestion) et premier investisseur sur les PME françaises cotées, GDA investit dans toutes les classes d'actifs, directement ou au travers de ses filiales (CDC Croissance, La Société Forestière, CDC Investissement Immobilier), dans une perspective de long terme et responsable.

La **gestion des participations stratégiques (GPS)** gère les opérations d'acquisition et de cession, ainsi que le pilotage actionnarial d'une vingtaine de sociétés dont la Caisse des Dépôts est actionnaire de référence. Elle contribue à la définition de la position actionnariale de la CDC ainsi qu'à l'accompagnement stratégique et financier des filiales, tout en coordonnant les priorités entre le Groupe et ses filiales. Investisseur de long terme, elle accompagne dans la durée le développement de ses filiales dont les résultats financiers soutiennent les missions d'intérêt général.

Nos deux partenaires stratégiques sont Bpifrance et le Groupe La Poste :

Bpifrance est une banque publique d'investissement détenue par la Caisse des Dépôts et l'État qui a pour mission de dynamiser et rendre plus compétitive l'économie française, en appui des politiques publiques. Elle finance les entreprises à chaque étape de leur développement, en crédit, garantie et fonds propres. Partenaire de confiance des entrepreneurs, elle développe une offre de conseil, de formation, de mise en réseau, et un programme d'accélération pour les start-ups, PME et ETI.

Intégré au périmètre de consolidation financière du groupe Caisse des Dépôts depuis mars 2020, **le Groupe La Poste** accompagne tous les Français en offrant des services utiles et adaptés à leurs besoins. A travers ses quatre missions de services publics (courrier, services bancaires pour tous, aménagement du territoire via présence postale, presse) il accompagne les grandes transitions écologique, territoriale, démographique et numérique qui impactent la société.

Notre établissement, par son identité historique résolument tournée vers l'intérêt général, s'engage à être un acteur exemplaire de la transformation écologique et de la cohésion sociale et territoriale.

En 2022, la Caisse des Dépôts a adopté sa raison d'être, véritable boussole pour ses missions, qui se traduit par des engagements ambitieux en matière environnementale, sociale et de gouvernance dans le cadre de sa politique durable et notamment sa politique d'achats responsables, déclinée dans son SPASER (Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables) 2024-2027.

Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts s'engage et attend de ses fournisseurs qu'ils prennent en compte lors de l'exécution des prestations ses engagements et sa politique en matière de développement durable et notamment les axes suivants :

- Réduction de l'impact environnemental : décarbonation, réduction des déchets, sobriété des consommations d'eau et d'énergie.
- Insertion sociale et professionnelle de tous.
- Promotion de l'égalité femmes / hommes et lutte contre les discriminations. A ce titre, dans une démarche d'amélioration continue, la Caisse des Dépôts accentue sa politique d'égalité et de diversité et s'est engagée, pour rendre officiel son engagement et le faire évaluer par un tiers, dans une démarche visant à obtenir le double label Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes / Diversité.

1.2. L'établissement public

Le Groupe compte près de 350 000 collaborateurs dans le monde dont près de 7 500 pour l'Établissement Public (EP). Son bilan social agrégé atteint 1360 Md€, et sa contribution au budget de l'Etat était de 2,5 Md€ en 2023.

Pour mettre en œuvre ses différents métiers, la Caisse des Dépôts s'appuie sur l'établissement public organisé autour de fonctions transversales et de directions opérationnelles.

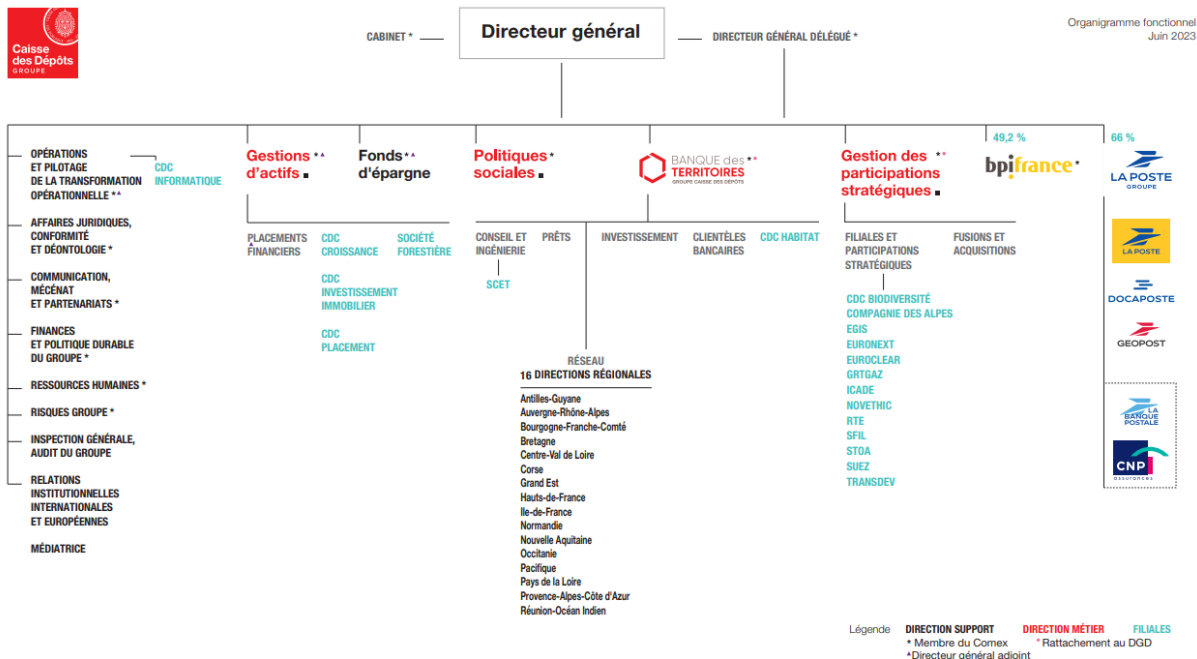
➤ Les directions opérationnelles :

- La Banque des territoires composée de :
 - ✓ La direction des clientèles bancaires
 - ✓ La direction de l'investissement
 - ✓ La direction des prêts
 - ✓ La direction du réseau
 - ✓ La Scet
 - ✓ CDC Habitat
- La direction des gestions d'actifs
- La direction des politiques sociales
- La direction de la gestion des participations stratégiques

➤ Les fonctions transversales :

- Affaires juridiques, conformité et déontologie
- Communication, mécénat et partenariats
- Finances et politique durable du Groupe
- Fonds d'épargne
- Inspection générale, audit du Groupe
- Opérations et pilotage de la transformation opérationnelle
- Relations institutionnelles, internationales et européennes
- Ressources humaines
- Risques

Pour plus d'informations : www.groupecaissedesdepots.fr



Pour plus d'informations : www.groupecaisdesdepots.fr

1.3. La direction cliente

1.2.1 Présentation de la CNRACL

La Caisse des dépôts s'est vu confier, par mandats, la gestion de régimes de retraites (IRCANTEC, RAFF, CNRACL...). Ces régimes, ainsi que d'autres fonds spécifiques d'indemnisation et de solidarité, sont gérés par la direction des politiques sociales, dans ses établissements de Paris-Angers et Bordeaux.

La direction de Bordeaux gère plus spécifiquement la **Caisse nationale de Retraite des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers (CNRACL)**, établissement public créé par l'ordonnance 45-993 du 17 mai 1945.

Avec 3,5 millions d'assurés, la CNRACL est l'un des tous premiers régimes de retraite en France.

La mission première de la CNRACL est de garantir le paiement des prestations retraite de près de 1,3 million de pensionnés (au 31/12/2017) relevant des fonctions publiques territoriale et hospitalière. A cette fin, elle a la charge du recouvrement des cotisations des actifs auprès des employeurs et de la liquidation des pensions de base et de réversion.

La CNRACL couvre également les risques d'inaptitude définitive à l'exercice des fonctions du fonctionnaire, qu'ils surviennent en service ou en dehors, par l'attribution d'une pension d'invalidité.

La CNRACL apporte par ailleurs un appui aux pensionnés les plus fragiles par son fonds d'action sociale qui vise à favoriser le maintien à domicile et à accompagner les retraités en situation de fragilité.

Elle concourt également à la politique de prévention des risques professionnels mise en place par les employeurs territoriaux et hospitaliers à destination des affiliés.

1.2.2 Missions et actions du FNP de la CNRACL

Les quatre missions confiées au Fonds national de Prévention (FNP) de la CNRACL sont :

- La connaissance statistique sur les AT/MP (accidents travail / maladies professionnelles) ;
- L'élaboration d'un programme d'actions pluriannuel défini par le Conseil d'Administration de la CNRACL puis présenté et approuvé par les Conseils Supérieurs des Fonctions publiques Territoriale et Hospitalière ;
- Le soutien aux démarches de prévention conformes au programme d'actions ;
- L'élaboration de préconisations d'actions et recommandations ;

Les actions, recommandations et produits d'information du FNP de la CNRACL sont destinés aux employeurs des fonctions publiques hospitalière et territoriale (environ 43 000) et à leurs agents titulaires.

Le détail des missions et actions du FNP sont disponibles sur le [site de la CNRACL](#).

Références :

- *Le Fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, créé par l'article 31 de la loi du 17 juillet 2001 au sein de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, est géré par la Caisse des dépôts et consignations*
- *Articles L814-1 et suivant du Code général de la fonction publique*
- *Décret n° 2007-173 du 7 février 2007 relatif à la CNRACL*

1.4. Contexte précis de la Prestation

Le programme d'actions du FNP de la CNRACL prévoit des dispositifs spécifiques d'intervention sur des secteurs d'activité ou métiers cumulant plusieurs facteurs de risques professionnels et / ou connaissant des taux de sinistralité importants. Dans ce cadre, le Conseil d'administration de la CNRACL décide chaque année de lancer des appels à projets portant sur la prévention des risques professionnels, ouverts à tout employeur territorial (collectivité ou établissement public de coopération intercommunale) et hospitalier (établissements de santé, sanitaires, sociaux et médico-sociaux), y compris les départements et régions d'outre-mer (DROM) et collectivités d'outre-mer COM, souhaitant développer des actions de prévention sur les thématiques liées à un/des risques ou sur des métiers identifiés à risque. En général, deux appels à projets sont lancés chaque année.

A titre prévisionnel et non contractuel, le FNP prévoit 2 appels à projets par an, soit 8 appels à projets sur la durée total de l'accord-cadre (soit 4 ans reconductions comprises).

Les appels à projets font l'objet d'une publicité qui précise les modalités de dépôt, d'éligibilité et d'évaluation.

Le [site de la CNRACL](#) présente les appels à projets portés par le FNP sur les métiers ou risques identifiés comme prioritaires.

A titre d'information, ci-dessous la liste exhaustive des appels à projets de prévention portés par le FNP :

Métiers de la collecte et du tri des déchets ; violences sexistes et sexuelles ; policiers municipaux ; prévention des violences externes ; équipes soignantes en milieu hospitalier ; métiers des services à la personne à domicile ; auxiliaires de puériculture ; ATSEM.

Appels à projets à venir pour 2026 : Métiers techniques et/ou d'entretien ; addictions.

Dans le cadre de ces appels à projets, l'Acheteur ambitionne :

- D'inciter les employeurs territoriaux et hospitaliers à réaliser un diagnostic, élaborer et déployer un plan d'actions portant sur les trois niveaux de prévention (primaire, secondaire et tertiaire) ;
- De favoriser l'échange de pratiques et de réflexions entre employeurs ;
- De valoriser les actions de prévention menées par les employeurs auprès de leurs agents, notamment sous la forme d'actions ou de produits de communication ;
- De produire et de diffuser des recommandations sous la forme de documents de référence.

La durée des appels à projets avec les employeurs retenus est fixée entre vingt-quatre mois à trente-six mois à compter de la date du lancement effectif des travaux auprès des employeur.

Pour chaque appel à projets, la prestation attendue fera l'objet d'un marché subséquent. Elle peut comporter jusqu'à 4 missions qui sont liées. La mission 1 a un caractère récurrent, elle sera donc prévue dans tous les appels à projets à venir. Les missions 2 à 4, non récurrentes, seront demandées en fonction du besoin par le FNP dans le cadre des marchés subséquents.

- **Mission 1 (prévue dans chaque appel à projet) : accompagnement des employeurs pour la réalisation d'analyses approfondies des situations de travail (diagnostic approfondi).**
- **Mission 2 : appui à l'élaboration d'un plan d'actions de prévention portant sur les trois niveaux de prévention (primaire, secondaire et tertiaire).**
- **Mission 3 : appui à la mise en œuvre du plan d'actions de prévention portant sur les trois niveaux de prévention (primaire, secondaire et tertiaire).**
- **Mission 4 : Appui à la réalisation de publications relatives au risques professionnels ou métiers à risque.**

Pour chaque appel à projets, l'Acheteur sollicitera le prestataire pour l'accompagnement des employeurs retenus et en fonction des missions identifiées préalablement déterminées par le conseil d'administration de la CNRACL.

Dans le cadre de ces missions, l'Acheteur organisera des réunions avec les employeurs retenus afin de réaliser des points d'étape sur toute la durée du projet.

Ces réunions, qui pourront être organisées en sous-groupes d'employeurs, auront pour objectifs de faciliter les échanges et de contribuer à l'émergence de bonnes pratiques sur la base des retours d'expérience. L'Acheteur pourra solliciter la participation du prestataire.

Le Titulaire se tiendra à disposition du FNP afin de préparer les réunions nécessaires à l'organisation des réunions de travail.

2 OBJECTIFS DE LA PRESTATION

Dans le cadre des appels à projets, **le prestataire assurera une fonction de conseil, d'appui méthodologique et d'accompagnement des équipes projets des collectivités et établissements hospitaliers.**

A l'issue de ses interventions, le prestataire remettra au FNP de la CNRACL les livrables attendus dans le présent CCTP (Cf. article 3 « Détail de la prestation attendue »).

Compte tenu des spécificités des projets, il est attendu du prestataire une forte expertise en matière de prévention des risques professionnels (psychologie du travail, sociologie des organisations, etc.), et une bonne connaissance des spécificités du secteur public.

Des points réguliers seront effectués entre le FNP de la CNRACL et le prestataire.

Pour chaque projet, la présence du prestataire sera requise lors de la réunion de lancement au cours de laquelle il présentera les modalités et conditions de son intervention au sein des collectivités et établissements retenus. Il participera également, le cas échéant, aux autres comités de suivi pour les missions 2 et 3 réunissant les employeurs en lien avec la réalisation des projets.

La mission du prestataire sera détaillée dans la fiche de mission du marché subséquent en fonction de la durée des appels à projets (entre 24 et 36 mois). La prestation s'inscrit dans un calendrier prévisionnel qui sera communiqué lors du lancement de chaque marché subséquent.

3 DETAIL DE LA PRESTATION ATTENDUE

Préambule : Après remise en concurrence des titulaires dans le cadre des marchés subséquents, l'Acheteur détaillera la réalisation des prestations identifiées ci-dessous.

Chaque marché subséquent précisera pour chaque appel à projets, les missions sur lesquelles le Titulaire retenu sera mobilisé tout en sachant que **la mission 1 sera attendue de manière systématique. Les missions 2 à 4, non récurrentes, seront demandées en cas de besoin par le FNP.** La fiche de mission du marché subséquent précisera notamment les modalités d'exécution sans entraîner de modifications substantielles des termes de l'accord cadre.

Les missions 1, 2 et 3 nécessiteront des déplacements à Bordeaux ou Paris afin d'assurer avec l'Acheteur l'animation de réunions des comités de suivi qui intègrent les employeurs retenus dans le cadre des appels à projets. Les détails seront précisés dans la fiche de mission pour chaque marché subséquent.

Les délais de livraison sont indiqués à titre d'information mais ne sont pas définitifs. Ils seront précisés dans le cadre des marchés subséquents, pour chaque appel à projets.

3.1 Mission 1 : accompagnement des employeurs pour la réalisation d'analyses approfondies des situations de travail (Diagnostic approfondi)

3.1.1 Définition

Les collectivités et établissements retenus dans le cadre des appels à projets auront l'obligation d'être accompagnés par le prestataire pour réaliser les analyses approfondies des situations de travail en lien avec la thématique de l'appel à projets.

Cet accompagnement prendra la forme d'une assistance sous forme de conseil, d'apports méthodologiques et d'intervention, en appui des équipes projets internes des collectivités et établissements. Le prestataire pourra participer, dans le cadre de sa mission, aux instances de comitologie déterminées par chaque employeur, par exemple un comité de pilotage, aux différentes étapes structurantes du projet liées à la phase de diagnostic (au lancement, à la présentation des résultats du diagnostic).

Le nombre d'employeurs retenus dans le cadre des appels à projets est variable et sera généralement compris entre 8 et 12.

3.1.2 Réalisation

- **Intervention et participation auprès des employeurs, in situ :**

Le prestataire établira un document cadre de son intervention qui en précisera les objectifs, la méthodologie, les moyens et les ressources déployés, qui pourront être généraux ou propres à certaines collectivités et établissements au regard de leur typologie ou de leurs spécificités.

Pour cette mission, le prestataire rencontrera chaque collectivité et établissement sélectionné par le FNP de la CNRACL pour convenir, au regard des problématiques et objectifs des projets propres à chacun, les modalités et les conditions de son intervention, en sachant qu'il est attendu a minima la réalisation d'enquêtes-entretiens collectifs, ainsi qu'une analyse des données sociales & RH.

- **Intervention et participation dans le cadre des comités de suivi organisés dans les locaux de la CDC de Bordeaux ou de Paris :**

Le prestataire participera à la réunion de lancement qui réunira les employeurs retenus (la date prévisionnelle sera communiquée en fonction du lancement des appels à projets) et durant laquelle il présentera les modalités et conditions de son intervention aux employeurs retenus.

Il devra également participer, sur demande de l'Acheteur, aux comités de suivi réunissant les employeurs, notamment ceux en lien avec la réalisation de la mission 1 de l'appel à projets correspondant à la phase d'analyse approfondie des situations de travail. A titre indicatif, sur cette phase, il est généralement envisagé 3 comités dont 1 qui se déroulera en 2 sous-groupes.

En parallèle, des points d'étape auront lieu ponctuellement entre le prestataire et l'Acheteur pour échanger sur le déroulé de la mission.

Le prestataire se tiendra à disposition du FNP afin de préparer les réunions nécessaires à l'organisation et à l'animation des comités de suivi.

La durée totale de la mission du prestataire peut être variable en fonction de la taille de l'employeur. Elle sera précisée dans le cadre des marchés subséquents.

3.1.3 Livrables

Dans le cadre de cette mission, les livrables attendus et les délais de remise afférents sont les suivants :

- Un document cadre de l'intervention auprès des structures retenues ;

La méthodologie d'accompagnement proposée par le prestataire fera l'objet d'une validation avec le FNP. La méthodologie retenue sera présentée par le prestataire aux employeurs, en présence du FNP, lors du comité de lancement.

Délai de remise du livrable : au plus tard 2 mois à compter du lancement effectif des travaux avec les employeurs.

- Un rapport d'analyse approfondie des situations de travail pour chaque employeur faisant office de diagnostic individualisé ;

Le prestataire fournira à chaque employeur, ainsi qu'au FNP, un rapport d'analyse approfondie des situations de travail résultant de son intervention à la réalisation du diagnostic.

Délai de remise du livrable : au plus tard 10 mois à compter du lancement effectif des travaux avec les employeurs.

- Un document de synthèse de la phase de réalisation du diagnostic (diagnostic collectif)

Le prestataire élaborera un document de synthèse mettant en exergue les différents points de convergence et éléments saillants issus de la phase de réalisation du diagnostic au sein des employeurs retenus (au maximum 12). Ce document est notamment destiné à alimenter le service gestionnaire dans sa mission de capitalisation en vue de l'élaboration d'une recommandation.

Délai de remise du livrable : au plus tard 12 mois à compter du lancement effectif des travaux avec les employeurs.

3.2 Mission 2 : Appui à l'élaboration d'un plan d'actions de prévention portant sur les trois niveaux de prévention (primaire, secondaire et tertiaire)

3.2.1 Définition

Les collectivités et établissements retenus dans le cadre de l'appel à projets devront élaborer leur plan d'actions de prévention. Le prestataire viendra en appui des employeurs pour la réalisation de leur plan d'actions.

L'Acheteur notifiera un ordre de service au prestataire pour débiter son intervention auprès des collectivités et établissements pour la réalisation de cet **appui à l'élaboration des plans d'actions qui pourra prendre 2 modalités distinctes** :

- **Modalité 1 – Accompagnement indirect** :

A partir des **éléments de diagnostic identifiés lors de la mission 1 de l'appel à projets et de sources documentaires spécifiques au domaine**, le prestataire fournira aux employeurs un plan d'actions structuré et prérempli permettant aux employeurs d'identifier les actions à mettre en œuvre au sein de leur établissement.

- **Modalité 2 – Accompagnement direct** :

A partir des **éléments de diagnostic identifiés lors de la mission 1 de l'appel à projets, des sources documentaires spécifiques au domaine et en collaboration avec chaque employeur**, le prestataire réalisera un accompagnement à

l'élaboration d'un plan d'actions en termes méthodologique : aide à la conception et à la structuration du plan d'actions.

3.2.2 Réalisation

Après avoir identifié, analysé les risques et les populations les plus exposées dans la mission 1, le prestataire viendra en appui des employeurs sur l'élaboration d'un plan d'actions portant sur les trois niveaux de prévention (primaire, secondaire et tertiaire) selon les modalités suivantes :

- **Modalité 1 – Accompagnement indirect - Réalisation d'un plan d'actions qui permet d'identifier :**

Pour chaque niveau de prévention, les actions pertinentes à déployer, en identifiant les indicateurs de suivi et de réalisation pertinents (quantitatifs et/ou qualitatifs) qui permettront d'évaluer l'efficacité des actions, et la durée prévisionnelle de ces actions.

- **Modalité 2 – Accompagnement direct - Elaboration du plan d'actions :**

→ **En collaboration avec chaque employeur**, mettre en place un plan d'actions planifiant sur la durée du projet les axes stratégiques et actions à déployer, indicateurs de suivi et d'évaluation, et identifier les personnes/services responsables de la mise en œuvre et ou du suivi.

→ Mettre à disposition des employeurs des outils méthodologiques facilitateurs de gestion de conduite de projet et appui à leur prise en main (retroplanning, grilles de suivi de gestion des jalons/priorités, modèles fiches actions ...).

3.2.3 Livrables

Dans le cadre de cette mission, les livrables attendus et les délais de remise afférents sont les suivants :

Modalité 1 – Accompagnement indirect :

- Un plan d'actions structuré et prérempli permettant aux employeurs d'identifier les actions à mettre en œuvre au sein de leur établissement.

Modalité 2 – Accompagnement direct : En lien avec chaque l'employeur, appui à la réalisation :

- Un plan d'actions structuré et détaillé pour chaque employeur en lien avec l'analyse du diagnostic approfondi et des sources documentaires spécifiques au domaine.
- Apport d'outils méthodologiques à la démarche projet.

Pour cet appui spécifique (modalité 2 – accompagnement direct), le nombre de jours maximum accordé à sa réalisation est fixé à 3 jours par employeur retenu.

Délai de remise des livrables (modalités 1 et 2) : au plus tard 12 mois à compter du lancement effectif des travaux avec les employeurs

3.3 Mission 3 : Appui à la mise en œuvre du plan d'actions de prévention (primaire, secondaire et tertiaire)

3.3.1 Définition

Le prestataire interviendra auprès des employeurs retenus sur l'appui à la mise en œuvre du plan d'actions sur les trois niveaux de prévention (primaire, secondaire et tertiaire). **Après avoir identifié, analysé les risques et les populations les plus exposées dans la mission 1 et après avoir été en appui à l'élaboration du plan d'actions dans la mission 2 (modalité 2 – Appui direct)**, le prestataire assurera une fonction de conseil, d'appui méthodologique et d'accompagnement des équipes projets des collectivités et établissements retenus pour la réalisation de cette prestation. Celle-ci implique de fournir un soutien, une expertise et des conseils dans le déploiement du plan d'actions. Le prestataire sera un appui direct au(x) pilote(s) de projet et du comité de pilotage.

L'accompagnement pourra prendre la forme d'une assistance technique, d'une formation à la conduite de projets et d'un partage de bonnes pratiques.

3.3.2 Réalisation

Le prestataire établira un document cadre de son intervention qui précisera les objectifs, la méthodologie, les moyens et les ressources déployés, qui pourront être généraux ou propres à certaines collectivités et établissements au regard de leur typologie ou spécificités.

Pour cette mission, le prestataire rencontrera chaque employeur pour convenir, au regard des problématiques et objectifs des projets propres à chacun, les modalités et les conditions de son intervention.

Il devra également participer, sur demande de l'Acheteur, aux comités de suivi réunissant les employeurs.

Le prestataire suivra la mise en œuvre des plans d'actions et interviendra auprès des employeurs en cas de difficultés.

Il réalisera un bilan croisé plus général qui mettra en exergue les actions facilitatrices, points irritants rencontrés et les points de vigilance.

En parallèle, des points d'étape auront lieu ponctuellement entre le prestataire et l'Acheteur pour échanger sur le déroulé de la mission.

3.3.3 Livrables

Dans le cadre de cette mission, les livrables attendus et les délais de remise afférents sont les suivants :

- Après avoir accompagné les employeurs dans la mise en œuvre de leur démarche de prévention, le prestataire réalisera pour le FNP un bilan croisé sur l'accompagnement général des employeurs qui mettra notamment en exergue : une synthèse des déploiements accompagnés, les actions facilitatrices, points irritants rencontrés et les points de vigilance.

Délai de remise du livrable : Au plus tard 36 mois après le lancement effectif des travaux avec les employeurs.

3.4 Mission 4 : Appui à la réalisation de publications relatives aux risques professionnels ou métiers à risque

3.4.1 Définition

Chaque appel à projets donne lieu à la publication d'une recommandation visant à prévenir les risques professionnels et à améliorer les conditions de travail afférentes à la thématique objet de l'appel à projets.

Cette recommandation s'adresse aux employeurs, préventeurs, agents, représentants du personnel et de manière générale à toutes celles et ceux qui sont engagés dans l'amélioration des conditions de travail.

Dans le cadre des appels à projets, Il est attendu de la part du prestataire de produire des éléments relevant de la documentation scientifique, institutionnelle sur le sujet et des solutions opérationnelles valorisables et transférables auprès d'autres employeurs publics. Ces éléments devront contribuer à l'enrichissement des réflexions et à l'édification de solutions durables et opérationnelles auprès d'autres collectivités territoriales ou établissements hospitaliers.

3.4.2 Réalisation

À l'issue de l'appel à projets, le prestataire produira un rapport. Il intégrera notamment une synthèse basée sur les recherches académiques de la thématique du ou des risques en intégrant les lignes directrices et les meilleures pratiques à valoriser.

Cette mission intervient en fin de processus et ne nécessite pas de déplacement. Le prestataire échangera exclusivement avec l'Acheteur sur le déroulé de la mission et sur les livrables attendus.

3.4.3 Livrables

Dans le cadre de cette prestation, le livrable attendu intégrera :

- Un document de synthèse sur les pratiques à valoriser à l'issu de l'appel à projet, en se basant notamment sur un Benchmark réalisé auprès d'autres employeurs,
- Une synthèse sur la documentation scientifique et institutionnelle sur le sujet,
- Bibliographie/Sitographie des sources à valoriser avec un résumé synthétique facilement exploitable par les employeurs.

Délai de remise des livrables : Au plus tard 1 mois après la fin de l'appel à projet (après le comité de clôture).

4 COMPETENCES REQUISES

Afin de mener à bien l'intégralité des missions, le prestataire devra s'appuyer sur :

- Une expertise et une expérience confirmées en matière de prévention des risques professionnels (psychologie du travail, sociologie des organisations etc.) ;
- Une expertise forte en matière de conduite et d'évaluation de projet ;

- Des connaissances du secteur public, ainsi que les thématiques relatives aux risques professionnels et/ou métier à risque ;
- De très bonnes qualités rédactionnelles, esprit d'analyse et de synthèse ;
- D'excellentes qualités relationnelles, capacité à animer des réunions ;
- Des capacités à transmettre des connaissances, ainsi que d'excellentes qualités pédagogiques.

Pour chaque marché subséquent, les profils de l'équipe dédiée aux 4 types de mission devront être précisés dans le mémoire technique remis par le candidat dans son offre.

5 CONDITIONS D'EXECUTION

5.1 Politique d'achats responsables

Dans le cadre de sa démarche RSE, le Groupe a mis en place un programme de responsabilité sociétale et environnemental décliné sur l'ensemble de ses activités. Le département des achats de la Caisse des Dépôts mène une politique d'achats responsables qu'il souhaite mettre en avant pour cet accord-cadre.

En conséquence, il sera porté une attention particulière aux actions mises en œuvre ou proposées spécifiquement pour l'accord cadre (avec engagement de mise en œuvre) par les candidats visant à réduire au maximum l'impact environnemental de leur activité dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre.

Démarche et engagements RSE

Dans le cadre de sa propre démarche, la Caisse des Dépôts est engagée dans la transition écologique. En ce sens, elle appréciera toute proposition prenant en compte cet aspect, conformément aux législations en vigueur. Les démarches mises en place par le titulaire peuvent concerner les aspects suivants (sans exhaustivité) :

- **Dématérialisation des échanges et économie de papier :**

Dans le cadre de l'exécution des prestations, tous les documents et livrables éventuels devront être mis à disposition au format dématérialisé (format .xls, .pdf ou équivalent). En outre et sans que cela ne détériore la qualité de la prestation rendue, le titulaire favorisera autant que possible la dématérialisation des échanges (mails, visioconférences, etc.). Le livrable final sera éco-conçu et accessible à tous les publics notamment par le respect des règles découlant du référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA).

- **Modalités de déplacement du titulaire :**

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire s'engage à utiliser, dans la mesure du possible et lorsque cela est économiquement viable, des moyens de transport à faible ou très faible émission de carbone et les plus respectueux possible de l'environnement tels que le train, les transports en commun, les véhicules électriques ou hybrides ou tout autre mode de transport écologique.

Si l'exécution des prestations entraîne des courses à Paris intramuros, ces dernières doivent obligatoirement être réalisées par un véhicule à faible ou très faible émission ou en transports en commun.

En cas d'utilisation de véhicules thermiques, le titulaire s'engage à choisir des véhicules répondant aux normes environnementales les plus strictes disponibles et à prendre des mesures pour minimiser les émissions polluantes (normes EURO 5 et 6 ou équivalentes).

Le titulaire fournira annuellement un rapport détaillé indiquant les mesures spécifiques prises pour réduire l'empreinte carbone de ses déplacements liés à l'exécution du marché, démontrant ainsi sa conformité à cette clause.

- **Réduction des émissions carbone**

Le Prestataire communique à la Caisse des Dépôts à la fin de chaque appel à projets, les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les prestations réalisées pour le compte de cette dernière.

A défaut, le Prestataire communique :

- le volume total de ses émissions de gaz à effet de serre :
 - de préférence, si disponible, le dernier Bilan carbone® réalisé, assorti d'une notice méthodologique présentant les postes d'émission pris en considération
 - subsidiairement, lorsqu'il y est soumis, son dernier BEGES (bilan des émissions de gaz à effet de serre) réalisé en vertu de l'article L. 229-25 du code de l'environnement,
- le poids des prestations réalisées pour la Caisse des Dépôts, rapporté à l'ensemble de ses activités (en pourcentage), pour l'année du reporting et pour l'année de son dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre.

- **Prise en compte du handicap :**

Le prestataire s'engage à mettre en place des mesures spécifiques pour garantir l'accessibilité des réunions publiques aux personnes en situation de handicap. Cela peut inclure des adaptations matérielles (comme des dispositifs d'audiodescription, des boucles magnétiques, etc.) ainsi que des mesures organisationnelles (comme la mise en place de traducteurs en langue des signes, la communication préalable des informations sur l'accessibilité, etc.). Le prestataire devra fournir un plan d'accessibilité détaillé en amont de chaque réunion publique.

- **Egalité femme / homme et Lutte contre les discriminations**

La CDC est engagée en matière d'égalité femme / homme et de lutte contre les discriminations. Elle a mis en place, dès 2007, un accord collectif spécifique à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes qui prévoit la mise en œuvre de plans de progrès triennaux. L'avenant n°4, portant le plan de progrès 2022-2025, a été signé le 7 novembre 2022. Les priorités fixées concernent l'équilibre des rémunérations et des promotions, la mixité des emplois, la conciliation vie professionnelle/vie privée, la prévention et la lutte contre les violences, le harcèlement et les discriminations, la lutte contre les stéréotypes ainsi que la diffusion d'une culture de l'égalité. La Caisse des Dépôts et des Consignations attend du Titulaire une exemplarité dans ce domaine.

5.2 Lieu d'exécution et documents mis à disposition

La prestation sera principalement à réaliser :

- Auprès de chacune des collectivités et établissements retenus dans l'appel à projets, potentiellement sur l'ensemble du territoire français y compris en outre-mer ;
- Dans les locaux de la Caisse des Dépôts à Bordeaux ou Paris, pour les comités de suivi :
 - En présentiel, pour participer aux réunions organisées par le FNP de la CNRACL et réunissant les employeurs retenus, durant la phase diagnostic et l'élaboration du plan d'actions ;
 - Pour participer aux points d'étapes entre le prestataire et le FNP pour le suivi de la prestation, qui pourront être ponctuels, organisés en présentiel ou à distance.

Les coordonnées et les éléments de projet fournis par les employeurs retenus dans le cadre du présent appel à projets seront remis au prestataire pour l'aider à l'accomplissement de sa mission.